

Le général de Gaulle et les médias sous la Quatrième République

par Jean TUDESQ

Jean TUDESQ, "Le général de Gaulle et les médias sous la Quatrième République", *Espoir* n°66, 1989

Parler du général de Gaulle et des médias sous la IV^e République peut s'entendre de plusieurs manières. Ce peut être envisager ce que le Général pouvait penser de la presse et de la radio à travers ses écrits ou ses conférences de presse ; ce peut être la recherche de son expression dans les médias. Or, après sa démission le 26 janvier 1946 et surtout après avril 1947 la retransmission de ses discours n'est plus assurée à la radio ; quant à la télévision, elle ne connaît qu'un lent démarrage.

Sans éliminer ces deux approches, c'est surtout l'image du général de Gaulle à travers la presse et la radio qui répond le mieux à une étude du général de Gaulle et des médias sous la IV^e République. La télévision, par la lenteur de son implantation (10 500 récepteurs en 1951, 12 500 en 1954, 683 000 en décembre 1957) ne joue pas encore un rôle appréciable dans les mass médias.

Si l'on a parlé de "traversée du désert" pour désigner cette période dans la vie du Général – surtout entre 1953 et 1958 –, c'est, pour une bonne part, par référence à son absence dans les médias. Pourtant, l'ombre du Général, recours toujours espéré ou possible pour les uns, menace, voire épouvantail dont on agite le nom pour les autres, l'ombre du Général se profile constamment dans la presse.

Deux séries de manifestations provoquent plus particulièrement les commentaires de la presse, les discours prononcés par le Général dans différentes villes (Bruneval, Strasbourg, Bordeaux, Lille, Rennes, Saint-Etienne, Marseille, Nîmes, Cherbourg... et dans la région parisienne, à Vincennes, à Saint-Cloud, au vélodrome d'hiver) ; les conférences de presse dont je ne parlerai pas puisqu'elles sont l'objet d'une prochaine conférence. Les uns et les autres vont se raréfier au cours des années, surtout entre 1953 et le début de 1958, sans pour autant que le nom du général de Gaulle disparaisse complètement des journaux.

Lui-même s'est intéressé aux médias et n'en sous-estimait pas la portée. Au moment de sa démission, il avait écrit à Vincent Auriol alors ministre, le 20 janvier 1946: "Soyez tranquille pour la radio. Je ne parlerai pas au pays ; puisque je me mets moi-même hors de cause et que j'entends me retirer en pleine et entière sérénité..."

France-Soir, dans un article du numéro du 23 janvier signé XXX écrit : "Le général de Gaulle avait l'intention d'expliquer à la radio hier soir les raisons profondes qui l'avaient poussé à quitter le pouvoir... Lorsque M. Vincent Auriol revint de Londres dans l'après-midi de dimanche et qu'il apprit la décision irrévocable du chef de gouvernement, il se montra fort ému d'apprendre que de Gaulle devait parler le soir à la radio". Le général de Gaulle, dans ses Mémoires, dément avoir

eu cette intention.

Sa correspondance publiée fait état de lectures de journaux. Après des élections locales en novembre 1948, il écrit à sa fille Elisabeth de Boissieu :

“Tous les ragots des gens de la “troisième force”, depuis L’Epoque incluse jusqu’au Populaire inclus ne peuvent rien y changer”.

Le 6 juin 1953, il fit publier un communiqué : “Contrairement aux allégations de certains journaux, le général de Gaulle ne prend aucune part directe ou indirecte aux péripéties diverses de l’actuelle crise du régime”, à l’occasion de la demande d’investiture de Mendès-France refusée par l’assemblée.

En juin 1952 le général de Gaulle écrit à Albert Ollivier pour que Le Rassemblement, l’hebdomadaire du RPF publie ce que Paris-Presses avait omis de signaler, les 100 000 voix obtenues par le RPF dans une élection complémentaire du 2e secteur de Paris et les effectifs RPF ou Sénat (sic).

De Gaulle s’est intéressé de près aux publications du RPF. Certaines s’adressaient à un public défini, L’Etincelle ouvrière, Solidarité (à partir de 1949) pour la jeunesse : plus générale L’Etincelle, puis à partir de janvier 1948, Le Rassemblement. D’abord bulletin intérieur hebdomadaire, il devient en mars bulletin hebdomadaire, puis hebdomadaire du Rassemblement. Son directeur politique est Albert Ollivier et son directeur Pascal Pia. Le 16 mai 1950 le général de Gaulle écrit à Christian Fouchet pour lui demander d’accroître la diffusion du Rassemblement, en précisant qu’il devrait avoir à Paris 3 000 abonnés au lieu de 706, dans la Seine 1 000 au lieu de 297, en Seine et Oise 1 000 au lieu de 430 et en Seine et Marne 200 au lieu de 68, et cela d’ici le 1er août.

En juillet 1950, il demande qu’il y ait une lettre aux agriculteurs dans un numéro par mois.

Lorsque Le Rassemblement est obligé de réduire ses effectifs, il écrit le 10 juin 1952 à Emilien Amaury, directeur de Carrefour, pour qu’il reprenne les collaborateurs du journal licenciés. Il faut ajouter la revue Liberté de l’Esprit publiée de février 1949 à juin 1953, mensuel dirigé par Claude Mauriac.

En juillet 1951, au moment où le RPF envisage de lancer un quotidien, Le Matin, il adresse, le 18 juillet une note à Pompidou : il y fait état d’une somme de 40 millions déjà réunie ; il précise qu’il doit donner son accord pour chaque membre de la Société, “avoir le droit de choix du président directeur général, des directeurs rédacteurs en chef, le directeur politique, le directeur administratif, avoir — ajouta-t-il — le droit pour moi de les changer”.

Les journaux du RPF n’avaient qu’une diffusion très limitée ; il s’agissait souvent de publications internes du mouvement.

Dans l'image que la grande presse donne du général de Gaulle, il faut distinguer plusieurs courants d'opinion et plusieurs moments. Une place à part est à faire aux journaux dirigés par des gaullistes comme ce fut le cas, quelque temps de Jean Nocher avec L'Espoir à Saint-Etienne, ou à la fin de la période de Michel Debré avec Le Courrier de la Colère. Dans les journaux d'Emilien Amaury, il faut distinguer l'hebdomadaire Carrefour qui est plus nettement gaulliste que Le Parisien Libéré qui est toutefois le plus gaulliste des quotidiens de Paris avec Paris-Presses.

Le Parisien Libéré avait été fondé par les Résistants Emilien Amaury, Claude Bellanger. C'est dans ce journal que le 12 mars 1948 après le coup de Prague René Pleven, président de l'UDSR, suggérait une entente entre la troisième Force et le RPF : "Rien, sauf des malentendus ou des préjugés, ne peut séparer durablement ces hommes (de la SFIO et du MRP) de celui qui libéra la patrie et restaura la République". Proche du général de Gaulle aussi Jours de France lancé en novembre 1954 par Marcel Dassault, dirigé par Guillain de Benouville, tous les deux députés RPF.

Des quotidiens de province sont aussi très favorables au Général, par exemple La France de Marseille et du Sud-Est (qui devait fusionner en 1953 avec le Méridional), La Liberté du Massif Central à Clermont-Ferrand, Le Courrier de l'Ouest du groupe Amaury à Angers ; plus discrètement La Voix du Nord à Lille.

Le MRP qui s'était voulu très fidèle au général de Gaulle, s'en éloigna peu à peu : au moment de la formation du RPF, il perdit au profit de ce dernier militants et lecteurs.

Louis Terrenoire, pour rester fidèle à de Gaulle, devait démissionner en 1948 de son poste de rédacteur en chef de L'Aube qui allait disparaître en octobre 1951.

D'autres journaux comprennent des journalistes très favorables au général de Gaulle, Paris-Presses et aussi Le Figaro. Ce dernier comprend plusieurs journalistes favorables au général de Gaulle qu'ils soient proches du RPF comme Raymond Aron qui y entra en 1947 après son départ de Combat ou non comme Rémy Roure, qui en mai 1952 après avoir quitté Le Monde à la suite de la publication du faux rapport Fechteler (en réalité un article paru dans une revue navale américaine) rejoignit Le Figaro, ou François Mauriac ; celui-ci avait écrit le 14 février 1946: "Le

départ du général de Gaulle a chassé les dernières brumes de grâce et de miracle qui flottaient encore sur la France ressuscitée”. Il n’en était pas moins très hostile au RPF dans lequel il voyait se presser d’anciens pétainistes ; rendant compte le 16 mai 1947 du discours et du Rassemblement à Bordeaux, il écrivait :

“J’ignore ce qu’attend de cette foule cet homme qui parle”.

La presse de gauche, surtout celle qui est le plus liée à un parti, l’Humanité, Le Populaire, est trop systématiquement hostile pour qu’il soit nécessaire d’insister ; dès le 21 juin 1946, Léon Blum avait parlé de “pouvoir personnel” dans Le Populaire.

La presse de province qui est encore très pluraliste, conserve plus longtemps la distinction entre les deux images, le héros de la Résistance et le chef du RPF.

De Paris ou de province, la grande presse se montra réticente à la formation du RPF. Mais la presse de province accorde une très large place aux compte-rendus des manifestations au cours desquelles le Général prend la parole, Les Dernières nouvelles d’Alsace à Strasbourg, La Voix du Nord à Lille notamment.

Je prendrai deux exemples : celui de la presse bordelaise en 1947, et — sur une plus longue durée — l’exemple du journal Le Monde.

La presse bordelaise nous fournira un exemple de la diversité d’attitudes de la presse en province devant la création par le général de Gaulle du RPF, le 14 avril 1947, préparée par le discours qu’il a prononcé à Strasbourg pour l’anniversaire de la libération de la ville.

A l’exception du journal communiste La Gironde populaire reprenant une phrase de Florimond Bonte pour qui “de Gaulle n’est pas le premier résistant de France, il est le premier résistant de l’extérieur...” (9 avril 1947), tous les journaux voient dans le Général “l’homme inoubliable de juin 1940” (le socialiste Jean Texcier dans Bordeaux presse du 31 mars) même quand ils n’approuvent pas son action de 1947. La Nouvelle République, organe du MLN, proche des socialistes aussi, écrit le 9 avril... “Nous savons ce que la France doit à de Gaulle, son indépendance et son honneur”. Aucun journal bordelais pourtant ne soutient la création du RPF.

Le Courrier Français, journal catholique animé par des Résistants qui n'ont pas rejoint le MRP, ironise sur les craintes que suscite le général de Gaulle : "Tous ces gens qui tremblent à chaque parole ou chaque silence de l'homme du 18 juin. Ils vivent dans la psychose du boulangisme" (5 avril 1947). Il rappelle que de Gaulle n'a pas pris le pouvoir pour lui seul en 1945 comme il aurait pu le faire et lui reconnaît le droit "d'adresser à cette République qu'il a sauvée, quelques paroles sévères".

Le Soir de Bordeaux, organe du MRP a été créé au début de 1946, prenant la suite de l'hebdomadaire La Patrie ; Henri Amouroux en est directeur rédacteur en chef, il prend la défense du Général: "ceux qui gouvernent s'affolent et sentant bien leur instabilité, voient partout l'ombre d'un grand homme" écrit-il le 1er avril. Le journal donne la parole le 8 avril à Maurice Schumann : "de Gaulle a été la voix forte de la patrie baillonnée. Cette voix, aucun cri, basse injure ou fausse louange ne pourra l'altérer, ni la couvrir jamais".

Sud-Ouest (dont le Soir de Bordeaux est très proche, avec des journalistes communs) continue à exprimer son admiration pour le général de Gaulle, mais ne prend pas parti devant la création du RPF et publie des tribunes libres, favorable de Jacques Baumel et hostile du socialiste Jean Texcier : hostile à la création du RPF, mais non au Général : "On peut estimer que de Gaulle lui-même enivré qu'il est cependant de cette solitude glacée qui constitue son implacable destin, n'a pas la vocation d'un factieux". "En tout cas, ceux qui n'ont pas oublié le de Gaulle de 1940 ne voient pas d'un coeur léger cet homme embarqué dans une grande campagne politique où La Croix de Lorraine est appelée à remplacer les idées...".

Le directeur de Sud-Ouest, Jacques Lemoine le 12 avril considère ainsi la création du RPF : "Le principe d'un grand Rassemblement n'a en soi rien d'antirépublicain. Il peut être utile extraordinairement, dangereux ordinairement" et dans un article très balancé, il écrit à la fois "Il porte en lui le totalitarisme comme la nuée porte l'orage..." et "si la France a la chance de ne pas avoir à connaître de grands heurts soudains, le développement ordinaire de la vie politique nationale mettra vite hors de jeu une personnalité de cet encombrement, qui n'y a pas sa place".

Henri Amouroux, dans Le Soir de Bordeaux écrit le 16 avril : "Durant huit jours, nous n'avons pas voulu croire que de Gaulle séparerait délibérément ce qu'il avait uni, nous avons espéré qu'il résisterait à l'enthousiasme de ses insulteurs d'hier... prématuré ou trop tardif s'il s'agit de mener une campagne électorale légale, le RPF ne peut que dangereusement opposer les

Français". Le Soir de Bordeaux qui considère le MRP comme "le Rassemblement de toutes les tendances du peuple français" rejette le 28 avril "toute compromission avec l'aventure RPF".

La Nouvelle République proche des socialistes est bien plus critique, critique des idées du général de Gaulle exprimées notamment dans le discours de Strasbourg, critique de la stratégie adoptée... "Ce Rassemblement qu'il préconise, s'il ne prend pas les formes habituelles des plébiscites, se terminera, qu'il le veuille ou non, par un plébiscite, par la fixation d'une majorité populaire sur un chef. C'est là un jeu dangereux" (9 avril). Le journal communiste La Gironde populaire est hostile à la fois au RPF et au général de Gaulle comparant son appel de Strasbourg au "plus pur style des généraux des coups d'Etat" : le colonel de la Rocque, le général Boulanger, Louis Napoléon Bonaparte, tout est prétexte à amalgame. La virulence du journal s'accroît encore à l'occasion de la venue du général de Gaulle à Bordeaux en mai 1947.

A l'occasion de ce voyage, au contraire, Le Soir de Bordeaux établit une distinction et Henri Amouroux approuve la déclaration au Conseil municipal d'un élu MRP : "C'est un homme extraordinaire que nous accueillons et non pas le chef d'un quelconque parti" (16 mai). L'objet de ce voyage le 15 mai était la commémoration de Félix Eboué, un noir guyanais, gouverneur du Tchad en 1940, premier haut fonctionnaire de l'empire colonial à se rallier au général de Gaulle et mort en mai 1944. Une plaque doit être apposée sur la maison où il avait habité à Bordeaux.

Le comité colonial Félix Eboué est à l'origine de ce voyage qui comprit une partie officielle, l'inauguration de la plaque Eboué, une partie politique, le discours prononcé place des Quinconces sur l'Union française. Le Conseil municipal avait refusé le parc des sports et accordé les Quinconces seulement par 12 voix entre 5 (communistes) et 6 abstentions (socialistes).

Le maire socialiste Audeguil fut présent à l'inauguration de la plaque, place Saint-Pierre. Les journaux bordelais ont donné une grande place à ce voyage dès le 24 mai dans Sud-Ouest, La Nouvelle République, indiquant un plan des quartiers, publiant les communiqués appelant à participer à la journée du lendemain, Fédération Nationale des déportés et internés de la Résistance, Fédération amicale des réseaux de la France combattante... A l'exception du journal communiste, qui consacre 7,5 % de sa surface à la journée, tous les journaux rendent compte des manifestations et de l'enthousiasme de la journée du 15 ; partie officielle avec le général de Gaulle, le maire et le préfet ; place des Quinconces, sans ces deux derniers. Le général de Gaulle y fit l'éloge de Félix Eboué puis parla de l'Union française.

Le Courrier Français lui consacra 32 %, La Nouvelle République et Le Soir de Bordeaux 30 %, Sud-Ouest (qui a 8 pages alors que les autres n'en ont que 4) 21 %.

Les consignes d'abstention de La Gironde populaire n'ont pas été suivies : une foule évaluée entre 80 et 120 000 personnes s'est déplacée ; Le Soir de Bordeaux (MRP) parle d'une foule sur les Quinconces "à perte de vue, c'est une mer de visages qui luisent sous le soleil", et pour La Nouvelle République, les cérémonies ont revêtu "l'ampleur qu'elles méritaient et que l'on pouvait prévoir".

Rappelons que 56 % des électeurs avaient repoussé le projet de Constitution à Bordeaux en octobre 1946 ; le RPF qui s'était créé à Bordeaux avec l'appui de nombreux radicaux (dont Jacques Chaban-Delmas) allait l'emporter aux élections municipales d'octobre 1947.

Un article de Jacques Lemoine dans Sud-Ouest du 16 mai, reprochait au maire et au préfet d'avoir ignoré, dans une brève allocution place Saint-Pierre le général de Gaulle : ils entendaient parler au nom de leurs administrés : "Mais dans ce cas là, il ne faut pas dire qu'on parle — ou qu'on se tait — en leur nom, car on prouve seulement alors qu'on ne les représente pas ou qu'on ne les représente plus". Il s'en suivit une polémique et le jour même à la réunion du Conseil général, une mise au point du maire Audeguil, rappelant que la cérémonie avait été préparée en accord avec le capitaine Guy, aide de camp du général de Gaulle et déclarant :

"Il n'est venu à la pensée de M. le préfet, ni de la mienne d'oublier ce que le pays doit au général de Gaulle" (Nouvelle République du 17 mai).

Les relations du général de Gaulle et du journal Le Monde représentent un aspect important de notre sujet. Le général de Gaulle avait souhaité la création du Monde comme journal de prestige après la suppression du Temps. Le ministre de l'Information, Pierre Henri Teitgen, le secrétaire général de son ministère, Joannès Dupraz, Christian Funck-Brentano, chargé de mission du Général depuis 1943 à Alger, Gaston Palewski, son directeur de Cabinet, avaient joué un rôle important dans la naissance du journal. Celui-ci apparut à ses débuts comme très proche du général de Gaulle au point que dans les critiques du journal par L'Humanité, Franc-Tireur et Combat, il est qualifié de "copie fidèle du Temps", ou d'"organe officieux...".

Le Monde est un des journaux à regretter le plus le départ du général de Gaulle en janvier 1946 :

“Il fallait maintenir, assurer pour l’avenir... le goût de la liberté et celui de la discipline, le sens de la postérité et de la grandeur, l’amour du travail et le souci du bien public. Personne mieux que le général de Gaulle, avec ses qualités et ses défauts ne pouvait jouer cette carte difficile” ... (22 janvier). “Son départ crée un vide immense... Le peuple français garde l’espoir que le général de Gaulle n’estimera pas sa tâche terminée” écrit Rémy Roure.

Comme le Général et comme le MRP, Le Monde repousse le premier projet constitutionnel en mai 1946, mais il n’approuve pas le discours de Bayeux pour un renforcement de l’Exécutif et soutient le deuxième projet constitutionnel en 1946. Toutefois, comme sur beaucoup de problèmes Le Monde présente plusieurs positions juxtaposées face à l’attitude du Général, Jacques Fauvet exprime le 1er avril 1947 ses réserves avec une nuance qui ira en s’atténuant : “M. Ramadier a tort de croire éphémère la grandeur du général de Gaulle. Mais il a raison de penser que la France ne peut durablement se reposer sur un homme” : chef du service politique du journal en 1948, il soutient le gouvernement Ramadier. Le Monde (16 avril) qualifie la création du RPF de “fatale déviation d’un grand idéal...”.

Rémy Roure, bien plus favorable au général de Gaulle, proteste quand on le traite de “dictateur”, mais ne le suit pas dans sa critique des partis ; au moment des élections municipales de 1947, il suggère le 22 octobre la désignation du Général pour former un nouveau gouvernement, mais ne le suit pas dans sa demande de dissolution de l’assemblée.

Le journal Le Monde devient de plus en plus critique du général de Gaulle, chef du RPF et on peut lire dans l’éditorial du 24 octobre : “Il nous fait craindre un entraînement vers l’aventure dont la France et la République pourraient souffrir”. Au moment des élections législatives de 1951, Le Monde soutient nettement la troisième force et critique le 8 juin le RPF et son chef : “De toute évidence la démocratie n’est pas compatible avec le dévouement aveugle, avec l’abdication de la liberté individuelle qu’exige le président du RPF”.

Un élément important dans les relations du Monde et du général de Gaulle concerne la crise que le journal a connue en 1951 et qui s’est terminée par la victoire de M. Beuve-Mery en décembre. Celle-ci ne fut possible que par le revirement de M. Funck-Brentano qui passait pour le représentant officieux du général de Gaulle au comité de direction. Or, la démission en juillet 1951 de Beuve-Mery allait faire passer le journal sous l’influence du MRP avec André Catrice et Joannès Dupraz.

Malgré l’agacement que les critiques du journal à son égard depuis 1947 surtout, pouvaient provoquer, le général de Gaulle en avait beaucoup plus contre le MRP et son entourage plus

encore. Le Rassemblement, organe du RPF parlait le 27 juillet 1951 – après la démission de Beuve-Mery – de “la prétendue objectivité” du Monde, “masque du MRP”. A propos du ralliement de Funck Brentano à Beuve-Mery en décembre 1951 (sans doute avec l’influence de Gaston Palewski, Edouard Sablier et Maurice Ferro), Jean-Noël Jeanneney et Jacques Juillard dans leur livre Le monde de Beuve-Mery écrivent : “De Gaulle sauve Beuve”.

Le général de Gaulle et Le Monde auront souvent des opinions voisines, par exemple contre le projet d’armée européenne, sans pour autant que désarme la méfiance du journal. C’est cependant un des quotidiens qui le cite le plus souvent : 62 fois en 1950 parfois plusieurs articles dans le même numéro, pour annoncer ses discours, en rendre compte, donner des extraits d’articles d’autres journaux à son sujet (d’André Stibio dans La Voix du Nord). Mais les occasions offertes par le général de Gaulle à la presse de parler de lui vont diminuer très sensiblement après 1951, date de 23 discours, messages de conférences de presse pour tomber à 9 en 1953 puis à 6 en 1954 et à une seule en 1955.

En mai 1953 il avait tiré la leçon de l’échec du RPF sur le plan parlementaire, déclarant le 6 mai : “Voici la faillite des illusions. Il faut préparer le recours”. Ce retrait avait été salué par de nombreux journalistes, Jean Fabiani dans Combat, Jacques Fauvet dans Le Monde, Robert Bony dans L’Aurore notamment. Dans la période allant de 1953 au début de 1958, les allusions au général de Gaulle se font de plus en plus rares, si ce n’est dans Carrefour où André Stibio par exemple énonce le 4 juillet 1956 une éventualité du retour de De Gaulle, un article aussi de Maurice Clavel le 12 mai 1957 dans Combat. “L’appel au général de Gaulle, notre dernière chance”. L’Express du 20 juin 1957 publie une interview de Bourguiba souhaitant le retour du général de Gaulle pour résoudre la question de l’Algérie.

En ce qui concerne la radio, le général de Gaulle, après sa démission de janvier 1946, peu à peu n’y aura plus accès. Lui-même, sauf quelques mois en 1946 et entre 1947 et 1953, s’enfermera dans le silence.

Le discours de Bayeux avait été entendu à la radio par 13 %, lu dans la presse par 33 %, entendu et lu par 18 % ; celui d’Epinal en septembre 1946 avait été lu par 34 %, écouté à la radio par 17 %, entendu et lu par 18 %. Si le discours de Bayeux le 16 juin 1946 est encore retransmis ainsi que celui d’Epinal le 29 septembre, de sa visite à Strasbourg le 7 avril 1947, la RTF retient l’aspect officiel, la célébration du deuxième anniversaire de la libération de la ville et non le discours annonçant la formation du RPF. Le président du Conseil Paul Ramadier a interdit la retransmission des allocutions politiques du Général à la radio. Il n’aura accès à l’antenne

désormais sous la IV^e République que le 8 juin 1951 au cours de la campagne électorale ; à cette occasion, il insiste sur la menace soviétique et communiste ; depuis son discours de Rennes le 27 juillet 1947 il qualifie les communistes français de “séparatistes”.

Cette exclusion de la radio, le général de Gaulle l'avait, semble-t-il, considérée avec ironie, comme le voyage en pleine nuit à Colombey du président du Conseil Paul Ramadier, le 31 mars 1947 pour décider avec lui que les autorités civiles et militaires ne seront plus présentes aux côtés du Général que dans les cérémonies de célébration du souvenir de la Résistance, et non lors des allocutions politiques. Il semble bien pourtant qu'avec les années cette situation l'irrita : “Vous savez – écrivait-il à Christian Fouchet le 16 mai 1950 – quelle difficulté rencontre notre propagande dans l'état actuel de la presse et de la radio”. “Les ondes m'étant refusées, ma voix n'avait plus retenti que dans les réunions locales”, écrivit-il dans *Les Mémoires d'Espoir* (Le renouveau p. 363) ; il avait confié à Jean Raymond Tournoux (*La Tragédie du Général*): “Le régime essaie par la presse, par la radio... de me paralyser”.

Cette interdiction d'accès au micro qui s'étendait aux principaux dirigeants du RPF les décourageait d'autant plus que la radio est alors le moyen le plus sûr de s'adresser à la population, notamment aux couches populaires les moins politisées. Malaisée était la position des gouvernements de la troisième force pris entre les communistes et les gaullistes ; tout en dominant la radio, ils n'arrivaient pas toujours à la maîtriser. Le 20 octobre 1947 au cours d'une émission hebdomadaire sur le poste parisien, Jean-Paul Sartre critiqua le général de Gaulle en termes outrageux (le comparant à Hitler), ce qui provoqua une interpellation au parlement, des critiques de Paul Claudel, Henri Troyat, Max-Pol Fouchet dans *Carrefour* du 29 octobre et la suspension de cette émission de Jean-Paul Sartre.

Dans un débat sur la liberté de l'information au Conseil de la République le 22 juillet 1949 un membre du RPF Jacques Debu-Bridel reproche au secrétaire d'Etat à l'information, qui était alors M. François Mitterrand : “c'est seulement depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir que la radio a toujours été utilisée dans un seul sens : celui de l'intérêt ministériel”. Et il ajoute “je tiens à dire que les historiens de l'avenir constateront avec une certaine surprise la façon progressive dont vous êtes parvenu enfin à interdire les ondes françaises à l'homme qui a rendu la liberté d'expression et la liberté démocratique à notre pays”. C'est un reproche qui sera souvent exprimé par des parlementaires gaullistes ; par exemple Jean Nocher, chroniqueur de la radio, député RPF de la Loire.

Il faudrait toutefois écouter les bulletins d'information, notamment sur les postes

périphériques, Radio-Luxembourg et, depuis 1955, Europe n°1, au lendemain des discours et conférences de presse du Général pour entendre si des extraits sont diffusés, retrouver les participants de la Tribune de Paris, celle des journalistes parlementaires ; en octobre 1948 y participait Paul Gervais pour Le Rassemblement et en novembre 1949 Albert Ollivier que l'on y retrouvait en 1952.

Une des critiques les plus souvent formulées visait les revues de presse. C'est notamment le cas d'un débat au Conseil de la République le 18 février 1954, le secrétaire d'Etat à l'information du gouvernement Laniel, Emile Hugues, déclare à leur propos : "je ne fais que reprendre la plupart des articles qui sont apportés au petit matin, au bureau du journal parlé" – signe de son intervention personnelle ; il indique une statistique des partis cités au cours du moins de janvier 1954: l'Union républicain d'action sociale et le RPF, dix neuf fois dans la presse de Paris et vingt fois dans celle de la province ; les indépendants quarante huit et vingt neuf fois ; le MRP trente deux fois, radicaux et RGR trente et un fois, indépendants de gauche cinquante cinq fois et cent vingt neuf fois, socialistes vingt et dix neuf fois, les communistes vingt six fois". Ce qui fait ressortir la plus forte proportion des partis au gouvernement. La situation ne change guère sous le ministère suivant, celui de Pierre Mendès-France.

Tout au plus les adversaires de la CED (parmi lesquels, pour des raisons différentes, les communistes et les gaullistes) sont-ils plus présents sur les antennes, face à ses partisans. Si la difficulté d'accès à la radio, pour les gaullistes, était indéniable, on peut toutefois se demander si, parfois, ils ne préféreraient pas un silence total – qu'ils pouvaient dénoncer – à un accès tronqué au micro ; la note ci-jointe, adressée en décembre 1950 au directeur des informations me semble illustrer cette situation : ce document étant susceptible de plusieurs lectures.

Qu'en était-il des attitudes de l'opinion envers le général de Gaulle ? C'est en période de crise qu'il attirait le plus. Entre janvier 1946 et la fin de 1949 de nombreux sondages le concernent : c'est au lendemain du coup de Prague qu'il y a le plus grand pourcentage (40 %) de ceux qui souhaitent son retour au pouvoir, pour s'établir ensuite autour de 28 à 30 % (mais il n'y a que 20 % qui y croient).

Au moment de la fondation du RPF, 43 % désapprouvaient l'initiative, 34 % l'approuvaient ; ils étaient nombreux surtout parmi les professions libérales (53 %), les industriels et commerçants (44 %), les habitants des villes de plus de 100 000 habitants, les électeurs du PRL et du MRP. Le degré de popularité du Général n'est plus l'objet de sondages jusqu'en 1958 de la part de l'IFOP. Sans que le général de Gaulle soit le seul sous-entendu, en janvier 1958 à la question :

“Préférez-vous avoir à voter pour un homme ou pour un parti ?”, 52 % se prononcent pour un homme, 27 % pour un parti. Les circonstances exceptionnelles font qu’après un retour au pouvoir en tant que dernier président du Conseil de la IV^e République, le général de Gaulle en juillet-août 1958 recueille 67 % de satisfaits contre 12 % de mécontents.

Au début de 1958, le retour au pouvoir du général de Gaulle était envisagé par plusieurs journalistes. Georgette Elgey dans Paris-Presse du 28 février, J.-R. Tournoux dans Combat du 6 mars et plus surprenant peut-être un article le 7 mars dans Le Monde intitulé “Quand ?” de Maurice Duverger ; celui-ci qui semblait n’avoir jamais été gaulliste, écrivait que “la vraie question” c’était de savoir “quand commencera le deuxième gouvernement de Gaulle”, ainsi que dans la revue Esprit d’avril.

A partir de l’appel de Massu au général de Gaulle dans la nuit du 13 au 14 mai, puis de la déclaration du Général le 15 “Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République” et de sa conférence de presse le 19, les journaux vont consacrer de plus en plus de place au Général. Le billet de Sirius, toujours méfiant dans Le Monde du 17 mai critique la brève déclaration du 15 : “En parlant comme il l’a fait, il a multiplié les risques et compromis l’espoir de salut que beaucoup, pressés par la nécessité, voulaient mettre encore en lui”. La presse de gauche est systématiquement hostile et appelle à manifester le 28 mai à Paris. A l’extrême droite J. Monnerot et Pierre Boutang sont favorables dans La Nation Française au recours à de Gaulle, tandis que Rivarol y est hostile. Le Parisien libéré, France-soir, Paris-Normandie, Le Progrès, sont favorables tandis que Charles Hernu dans une tribune libre de Combat s’inquiète et accuse le Général d’entretenir “une équivoque qui aggrave une situation déjà dramatique” (23 mai). L’Express du 22 mai publie à la fois un article hostile de Jean-Paul Sartre et un favorable de François Mauriac.

La RTF reste très contrôlée. Les radios périphériques accordent plus d’attention au général de Gaulle dès les débuts de la crise de mai 1958, au point que le nouveau ministre socialiste de l’information Albert Gazier convoque Maurice Siegel, le directeur d’Europe 1 pour lui demander “de ne consacrer qu’une minute trente d’antenne par journal à de Gaulle et à ses amis”. Ce dernier raconte dans “Vingt ans ça suffit”, que n’ayant pas obtempéré, deux censeurs leur furent envoyés.

S’il fallait trouver une date pour arrêter cet exposé, nous donnerions le 27 juin 1958. De Gaulle, chef du gouvernement, s’adresse alors aux Français pour la première fois à la télévision (il y a encore un peu moins de un million de postes récepteurs). C’est un tournant dans la relation

entre le général de Gaulle et les médias au moment où commence en fait, sinon en droit, la Ve République.

Entre 1946 et 1958 le général de Gaulle a été à la fois un homme de la parole et un homme du silence. Le silence du Général, le silence des médias n'avaient pas entraîné l'oubli. J'emprunterai ma conclusion à cet extrait de la revue américaine Time du 26 mai 1958 commentant la brève déclaration du 15 mai : "Ces paroles fières et sibyllines excitèrent espoirs, craintes et doutes à travers la France. Une édition spéciale de France-Soir, le plus grand journal du soir du pays, disparut des kiosques comme une poignée de graines jetées à une bande d'étourneaux... L'homme dont les paroles soulevaient un tel émoi n'avait rempli aucune charge politique depuis 1946, n'avait publiquement pris aucune position sur les problèmes politiques depuis 1954... Cependant nul homme en France, la semaine dernière, ne projeta une telle ombre, ni ne personnifia aussi totalement la crise de la IVe République".